

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun (adresse provisoire)
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 02 mai 2022,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

30 rue de la Tuilerie
BP 4
85570 ST MARTIN DES FONTAINES

Références : D 22.0158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté 30 rue de la Tuilerie BP 4 85570 ST MARTIN DES FONTAINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été destinataire de nouvelles plaintes liées à l'activité de l'usine. Les nuisances observées étant le bruit, mais également les poussières et les odeurs.

La visite a porté donc sur les conditions de fonctionnement de l'usine pouvant être en lien avec ces plaintes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- 30 rue de la Tuilerie BP 4 85570 ST MARTIN DES FONTAINES
- Code AIOT dans GUN : 0006302382
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'usine BOUYER LEROUX emploie environ 110 personnes sur son usine de Saint Martin des Fontaines. Elle est spécialisée dans la fabrication de tuiles et briques par cuisson dans des fours d'argiles provenant de ses carrières situées dans un secteur proche.

L'inspection a porté sur la zone de préparation des argiles, où sont réalisées des opérations de broyage, et au niveau du four U5 de fabrication des briques. Ce four a été modifié récemment pour permettre d'y brûler du syngaz issu de modules de pyro-gazéification.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification des conditions de mise en route des nouveaux modules de gazéification
- Gestion de plaintes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection n'a pas observé de nuisances importantes à l'extérieur du site, y compris dans le centre bourg. Toutefois, certains éléments transmis montrent un dépassement de certaines valeurs limites sur le bruit, et sur des rejets atmosphériques. Une remise en conformité du site est attendue.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Analyse des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Valeurs limites d'émergence bruit	Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 6.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autorisation pyro-gazéification	AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.1	/	Sans objet
Approvisionnement en déchets de bois	AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.2	/	Sans objet
Suivi des admissions	AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.3	/	Sans objet
Gestion du biochar	AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.4	/	Sans objet
Production et utilisation de syngaz	AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.5.1	/	Sans objet
Surveillance du procédé	AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.5.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce site historique est situé à proximité du centre bourg de Saint Martin des Fontaines, et occasionne périodiquement des nuisances que l'exploitant doit limiter au maximum. L'analyse transmise du bruit a montré des dépassements sur les émergences réglementées.

De plus, certains paramètres mesurés sur les rejets atmosphériques montrent des quelques dépassements en concentrations (pas en flux).

L'inspection propose donc une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Autorisation pyro-gazéification

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant est autorisé à installer et exploiter des modules de pyro-gazéification d'une puissance thermique totale de 1,32 MW, alimentés en déchets de bois « biomasse », afin de produire un syngaz pouvant venir substituer tout ou partie du gaz naturel déjà employé dans son four de cuisson U5.
Constats : L'inspection a constaté la mise en place de 4 modules de pyro-gazéification à proximité du bâtiment U5 de fabrication des briques. Ces modules sont alimentés par du bois broyé grâce un système de vis sans fin. Le bois est stocké dans une cellule séparée du bâtiment U5 et des modules par un mur en béton. L'inspection a pu constater la présence de nouveaux brûleurs au niveau des fours (même si tous ces brûleurs n'étaient pas encore utilisés).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Approvisionnement en déchets de bois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée :

Les seuls déchets de bois admis pour cette activité de pyro-gazéification doivent répondre à la définition « biomasse » de la rubrique 2910, ici reprise :

(...)

Les déchets de bois réceptionnés admis dans ces modules sont contrôlés tous les mois et doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Composé	Teneur maximale (en mg/kg de matière sèche)
Mercure, Hg	0,2
Arsenic, As	4
Cadmium, Cd	5
Chrome, Cr	30
Cuivre, Cu	30
Plomb, Pb	50
Zinc, Zn	200
Chlore, Cl	900
PCP	3
PCB	2

(...)

Constats : L'inspection a constaté que les modules de pyro-gazéification sont alimentés par des déchets de bois, de faible granulométrie. Le transfert du bois s'effectue au sol par une vis sans fin (non visible lors de la visite).

L'exploitant a transmis une analyse portant sur la qualité du bois reçu. L'échantillonnage du prélèvement a été effectué par ses soins. L'analyse transmise a été effectuée par la société SOCOR le 03/04/2022 est conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/03/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi des admissions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.3

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer d'un cahier des charges détaillant les modalités d'admission de ces déchets de bois, et d'un contrôle des admissions respectant les dispositions suivantes :

(...)

> Toute admission de biomasse donne lieu à un enregistrement, a minima, de la date de réception, de l'identité du fournisseur, du type de biomasse et de la quantité livrée (volume et masse).

> Les admissions sont tracées dans un registre d'admission, dont les données sont archivées pendant une durée minimale de cinq ans. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

> Les livraisons refusées sont également mentionnées dans le registre d'admission, avec mention des motifs de refus.

Constats : L'inspection a pu consulter le registre des apports de déchets. L'exploitant ne dispose pas d'un contrat d'approvisionnement pour le moment, mais a établi un cahier des charges pour les apports de bois. Ce registre ne fait pas l'objet d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion du biochar

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.4

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Les résidus issus des modules de pyro-gazéification sont appelés biochar. Ces résidus sont caractérisés au minimum annuellement afin de déterminer leur filière d'élimination.

Ils sont stockés dans des bennes adaptées, et évacués périodiquement.

Constats : Lors de la visite, les premières bennes de biochar étaient juste en cours de remplissage. Suite à un échange complémentaire, l'exploitant a indiqué avoir trouvé une filière de valorisation, et a transmis une analyse portant sur ce biochar.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Production et utilisation de syngaz

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Le syngaz produit par les modules de pyro-gazéification n'est pas stocké sur site. Il est utilisé directement par le four de cuisson, ou à défaut lors de phase de démarrage ou d'indisponibilité, dirigé vers une torchère. L'exploitant doit quantifier le temps de fonctionnement de la torchère et estimer le volume de gaz torché. Ces données sont tenues à la disposition des installations classées. En aucun cas, ce syngaz ne doit être libéré à l'atmosphère. (...)
Constats : L'inspection a constaté que le syngaz produit était dirigé directement vers le milieu du four U5 par des canalisations aériennes. Les modules de pyro-gazéification sont implantés en extérieur du bâtiment U5. Les brûleurs spéciaux nécessaires ont été mis en place au niveau de four. Il n'y a aucun stockage de syngaz. La torchère de sécurité mise en place était en fonctionnement. En effet, les modules ne sont pas encore réceptionnés et faisaient encore l'objet de travaux de mise au point. De ce fait, seuls 6 nouveaux brûleurs sur 24 étaient en service.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance du procédé

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/03/2022, article 2.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : (...) Sur les deux premières années et en corrélation avec les analyses sur le syngaz, en compléments des analyses atmosphériques prévues par l'arrêté préfectoral (poussières, SOx, NOx, HCl, HF et COV), l'exploitant fait effectuer tous les semestres par un laboratoire indépendant les analyses suivantes en sortie de la cheminée du four U5 : (...)
Constats : L'exploitant attend la fin des réglages des modules de pyro-gazéification pour effectuer l'analyse sur les rejets atmosphériques (prévue mi avril 2022). Les précédentes analyses ont été effectuées du 08 au 11/02/2021. Le constat est jugé conforme dans l'attente de la réalisation de ces analyses.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

Installation	Concentrations instantanées en mg /Nm ³		
	Systèmes d'aspiration centralisée (art 3.1.5.)	Séchoirs	Fours de cuisson
poussières	10	20	20
Oxydes de soufre (exprimés en dioxyde de soufre)	Sans objet	300	300
Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote)	Sans objet	250	250
Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	Sans objet	30	30
Fluor et composés inorganiques du fluor (gaz, vésicules et particules), (exprimés en HF)	Sans objet	composés gazeux : 5 ensemble des vésicules et particules : 5	composés gazeux : 5 ensemble des vésicules et particules : 5
COV (en C total)	Sans objet	20	20

Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'analyses effectuées du 08 au 11/02/2021 sur les rejets atmosphériques. Ce rapport indique quelques dépassements en concentration (pas sur les flux) :

* Four U2

- HCl : 35,5 mg/Nm³ > 30

- HF : 8,4 mg/Nm³ > 5

* Four U5

- COVnm : 87,8 mg/Nm³ > 20 (et COVt=183 mg/Nm³)

Ces dépassements en concentration doivent être justifiés par l'exploitant, accompagnés de mesures pour un retour en conformité. L'inspection propose une mise en demeure sous un délai d'un an.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Valeurs limites d'émergence bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2008, article 6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, bruit

Prescription contrôlée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Constats : La campagne de mesure du bruit réalisée le 09/08/2021 montre des émergences allant jusqu'à 22 dB en période nocturne. Dans le passé, l'exploitant avait pu produire des émergences de bruit conformes.

L'exploitant doit donc examiner les causes ayant entraîné une telle dérive.

L'inspection propose de mettre en demeure pour un retour à un niveau d'émergence conforme. Un délai d'un an est proposé.

Observations : Lors de la visite, l'inspection a constaté la mise en service de nouveaux équipements dans la zone de préparation des argiles (avec broyage et cheminée d'extraction de l'air d'aspiration). L'inspection a également noté le démontage d'un bardage proche de la zone de réception (ce bardage a été remis en place dès le lendemain).

Ces éléments peuvent être de nature à expliquer la dérive constatée dans les mesures de bruit.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription